

TOM FORREST

LE RETOUR DES INDIENS¹ EN OUGANDA

EXPULSÉS PAR IDI AMIN EN 1972 ALORS QU'ILS CONTRÔLAIENT L'ESSENTIEL DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DU PAYS, LES INDIENS REVIENNENT DEPUIS LE DÉBUT DES ANNÉES 90 EN OUGANDA. ENCOURAGÉS PAR L'ATTITUDE NOUVELLE DU RÉGIME MUSEVENI, NOMBRE D'ENTRE EUX SONT RENTRÉS AVEC L'INTENTION DE RÉCUPÉRER LEURS BIENS ET DE S'IMPLIQUER À NOUVEAU DANS LES AFFAIRES. CET ARTICLE SOULIGNE LES ENJEUX ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES AINSI QUE LES TENSIONS SOCIALES QUE SOULÈVE CE RETOUR.

Voilà plus de vingt-cinq ans que les Indiens ont été expulsés d'Ouganda. À l'époque, on croyait qu'il s'agissait là d'un phénomène irréversible. Beaucoup d'entre eux pensaient qu'ils ne reviendraient jamais et, à plus forte raison, qu'ils ne récupérerait jamais leurs biens. Ali Masrui, un commentateur très prolifique de l'époque, parlait alors de « dé-indianisation » de l'Ouganda². Pourtant, les Indiens sont retournés en Ouganda et ont récupéré la plus grande partie de leurs biens. Il n'existe aucun autre exemple historique d'une telle restitution, d'autant plus remarquable qu'elle concerne de nombreuses propriétés parmi les plus importantes du centre de Kampala.

Au total, environ 50 000 Indiens furent expulsés en 1972. En Ouganda, parmi la population indienne actuelle (soit environ 9 000 personnes), seuls 1 000 ont effectué un véritable retour, c'est-à-dire ont quitté l'Ouganda puis y sont revenus, en provenance de la diaspora, principalement du Royaume-Uni, du Canada et de l'Inde³. D'autres s'y sont installés pour la première fois, essentiellement depuis le Kenya et le sous-continent indien. Un petit groupe dont l'importance économique dépasse la force numérique n'est jamais parti.

Cet article commence par un bref rappel de l'histoire de la communauté indienne dans l'Afrique de l'Est et des conditions de son expulsion. Puis il étudie un certain nombre de problèmes qui se sont posés lors des régimes d'Amin, d'Obote et de Museveni⁴. Comment la politique à l'égard des Indiens et la question de la récupération des biens ont-elles évolué ? Pourquoi le retour des Indiens ne s'est-il accéléré qu'à partir de 1989, après trois ans de pouvoir du Mouvement national de résistance (NRM) ? Comment la récupération des

biens a-t-elle été politiquement menée ? Enfin, quels étaient les Indiens qui sont rentrés et quelles étaient leurs intentions ?

L'article pose ensuite toute une série de questions : quelles furent les conséquences économiques et politiques du retour des Indiens ? Quel a été le poids de leur investissement sur la croissance de l'économie ougandaise ? En combien de temps cet investissement est-il parvenu à dominer tel ou tel secteur de l'économie ? Comment la présence du commerce indien s'articule-t-elle aux trajectoires africaines d'accumulation ainsi qu'aux aspirations et aux capacités économiques africaines ? Où se situent les principaux points de tension ? L'expulsion a-t-elle créé de nouvelles opportunités économiques pour les autochtones, et ces derniers ont-ils été capables de constituer un groupe d'entrepreneurs ? Quelle est la position politique de la communauté asiatique ? Y a-t-il des évolutions comparables à celles du Kenya ?

IDI AMIN : LES AFFRES DE L'INDIGÉNISATION

Au lendemain des indépendances, les gouvernements africains ont poursuivi des politiques d'indigénisation dans le but de créer une classe d'hommes d'affaires locaux. On fit pression sur les Indiens d'Afrique de l'Est pour qu'ils réduisent leurs activités économiques, en particulier commerciales. La pression fut particulièrement forte au Kenya, où des commerçants africains s'étaient manifestés plus tôt comme des concurrents politiquement puissants. Le chiffre record de 180 000 Indiens y avait été atteint en 1983, bien avant celui de 85 000 à 90 000 atteint en Ouganda en 1970, deux ans avant l'expulsion. En Ouganda, la politique d'indigénisation par discrimination positive poussa les commerçants et boutiquiers à rejoindre les villes. Les Indiens furent éliminés des circuits de la commercialisation et de la transformation des cultures de rente. En règle générale, ils réussirent toutefois à contourner les mesures d'indigénisation en détournant les pressions et en adoptant la citoyenneté ougandaise. Ils conservèrent une position économique privilégiée, gardant le contrôle des secteurs industriels et commerciaux et conservant une position forte dans les

1. En Ouganda, le terme générique « *Asians* » désigne les membres de la communauté indo-pakistanaise, installés de longue date ou revenus récemment au pays. Par souci de clarté – et aussi de cohérence avec les travaux déjà effectués en France sur cette communauté –, nous avons pris le parti de le traduire par « Indiens », tout en sachant que le terme ne rend pas justice à la fraction pakistanaise de cette population (NdR).

2. A. Mazrui, « The de-indianisation of Uganda : who is a citizen ? », in D. Smock, K. Bentsi-Enchill (eds), *In Search of National Integration in Africa*, London, James Currey, 1976.

3. Selon mes propres estimations.

4. Pour de plus amples développements, voir *Politique africaine*, n° 75, « L'Ouganda, une puissance régionale », octobre 1999.

emplois qualifiés et les professions libérales. Cette domination économique s'accompagna de fortes inégalités. Le revenu des non-Africains était en effet à peu près trente fois supérieur à celui des Africains et vingt fois supérieur au revenu moyen⁵. Il en résulta un groupe urbain très visible et socialement exclusif, dont le pouvoir économique était assimilé à la race.

Quand Idi Amin déclara sa guerre de libération économique et expulsa la communauté indienne, il libéra un flot de ressentiments et de sentiments populistes jusque-là réprimés. Il est d'ailleurs ironique de noter que son arrivée au pouvoir avait été bien accueillie par les communautés d'affaires indiennes et baganda, inquiètes du tournant à gauche pris par Milton Obote. Amin se plaignait de l'absence d'intégration sociale des Indiens et, en particulier, de mariages mixtes. Pour ce dernier, la nation était considérée comme une famille élargie⁶ ; la parenté faisait partie de la citoyenneté et, de ce fait, les intermariages représentaient un fondement de l'intégration nationale. À cela s'ajoutaient des griefs portant sur la propension des Indiens à ne faire des affaires que dans leurs cercles familiaux, sur leurs pratiques corrompues et leur tendance à ne pas revenir au pays après avoir bénéficié d'une formation financée par le gouvernement.

L'expulsion marque le début d'une période de décomposition ainsi que la montée de l'économie de magendo qui a connu son apogée sous Obote. Les relations de confiance et les liens sociaux se relâchèrent. Ceux qui s'enrichirent, les Mafutamingi, ne parvinrent pas à susciter un développement durable ni à créer des entreprises viables⁷. L'attribution des affaires et des biens indiens aux Ougandais ne fut pas un succès. Les Nubiens, les gens de l'est du Nil et les officiers de l'armée, qui en furent les principaux bénéficiaires, se laissèrent aller à une consommation ostentatoire et se révélèrent incapables de diriger des entreprises.

Les biens furent confiés au Departed Asians Property Custodians Board (DAPCD), qui devint un véritable canal de clientélisme politique. Quatre séries d'allocations de biens se succédèrent pendant la période d'Amin, mais le très haut niveau d'insécurité sapa toute incitation à maintenir et à améliorer l'état des biens. Si l'allocation d'entreprises fut un échec, de nouvelles chances de faire des affaires furent néanmoins offertes aux Africains. Les commerçants profitèrent de l'espace laissé par le départ des Indiens et créèrent pour la première fois des liens avec Dubai et l'Extrême-Orient. Les opportunités qu'eurent les dirigeants des entreprises paraétatiques et les cadres gouvernementaux, qui détenaient le savoir, le capital et les contacts nécessaires pour se lancer dans des projets privés, furent plus favorables encore pour le démarrage de sociétés plus importantes, qui survécurent jusque dans les années 90. L'accès aux biens abandonnés et leur contrôle ne jouèrent néanmoins pratiquement aucun rôle dans cette accumulation.

LE RÉGIME « OBOTE II » (1980-1985)

Le régime d'Obote manquait de volonté politique et de détermination économique pour mettre en œuvre une stratégie susceptible d'attirer des investisseurs étrangers. L'exercice du pouvoir d'État et le clientélisme devinrent des facteurs encore plus importants pour les entreprises privées, même si la très grande fragmentation du pouvoir les empêcha de prendre une forme systématique, cohérente ou prévisible. Les pôles majeurs d'attraction pour des rentes rapides comprenaient le Coffee Board, qui donnait accès aux devises étrangères et aux licences d'importation pour les appels d'offres publiques.

Le régime d'Obote trouva politiquement utile d'inviter les Indiens à revenir. À l'extérieur, cette invitation au retour plut aux Britanniques et aux donateurs internationaux ; elle démarquait le régime d'Obote de celui d'Amin. En 1982, 2 000 Indiens déposèrent une demande d'indemnisation auprès du Haut Commissariat ougandais à Londres. Leurs biens étaient toutefois trop peu importants pour qu'ils aient intérêt à en reprendre possession. À l'intérieur, l'appui fourni aux Indiens convenait à Obote dans la mesure où il affaiblissait la présence économique des Baganda, qui étaient les principaux soutiens du mouvement de guérilla⁸.

La loi de 1982 sur les biens expropriés fut une tentative de rationalisation de la gestion des biens, pour les rendre ou bien indemniser les anciens propriétaires. Elle annula toutes les lois précédentes et mit le DAPCB sous la tutelle du ministère des Finances, mais elle n'aida pas beaucoup les Indiens et favorisa les grandes compagnies étrangères. Environ 200 familles rentrèrent. D'autres essayèrent, qui se trouvèrent confrontées à l'insécurité de la capitale, à l'intimidation et aux obstacles bureaucratiques mis sur leur chemin. Il y avait peu ou pas du tout de volonté politique de faire reconnaître les droits de anciens propriétaires. Le Custodians Board demeura un instrument corrompu d'officiers et de politiciens.

YOWERI MUSEVENI ET LA RÉCUPÉRATION DES BIENS

Après que le NRM eut pris le pouvoir, il n'y eut, au début, que très peu de gestes en faveur de la récupération des biens. Tout au long de la décennie 1981-1991, 324 cas seulement (sur un total de 7500) furent réglés. Le régime

5. V. Jamal, « Asians in Uganda, 1880-1972: inequality and expulsion », *Economic History Review*, 19(4), 1976.

6. A. Mazrui, « The de-indianisation of Uganda... », art. cit.

7. Mafuntamingi est une déformation du mot swahili qui signifie « trop de pétrole ».

8. G. Prunier, *L'Ouganda et la question indienne (1896-1972)*, éditions Recherche sur les civilisations, 1990.

de Museveni avait d'autres préoccupations, en particulier la création d'une armée nationale, la sécurité, la constitution d'un consensus politique et la remise en état de l'infrastructure de base du pays. L'idéologie de gauche du mouvement, jointe au nationalisme, amena une majorité des membres du NRM à se déclarer en faveur d'une indemnisation accordée aux anciens propriétaires et d'une répartition plus équitable des biens. Mahmood Mamdani, notamment, était partisan de l'indemnisation, souhaitant que les Indiens puissent revenir comme des investisseurs étrangers ordinaires⁹. En fait, les exigences de ces derniers avaient mis l'accent sur l'indemnisation, non sur la récupération. Peu croyaient que la compensation était réalisable, et la grande majorité de ceux qui avaient été expulsés n'avait pas de biens à récupérer. La thèse de l'indemnisation ne progressa cependant pas beaucoup, le gouvernement n'ayant pas les devises pour effectuer les paiements nécessaires.

La récupération ne fut mise réellement à l'ordre du jour qu'après 1989, lorsque la stratégie économique commença à s'orienter vers une dérégulation des marchés sur plusieurs fronts, y compris la privatisation, la dérégulation monétaire et l'abolition du Coffee Marketing Board. À l'extérieur, les donateurs – qui avaient fait de la récupération une de leurs conditions d'assistance financière – exercèrent une forte pression. Pour la Banque mondiale, elle représentait un symbole fort de l'engagement du régime à assurer la sécurité des droits de la propriété privée, en même temps qu'un signe positif pour les investisseurs étrangers potentiels.

En dehors de ces pressions extérieures, un grand nombre d'autres raisons contribuèrent à ce que Museveni modifie sa stratégie économique. Il était déçu par l'expérience socialiste tanzanienne. Après avoir essayé, dans un premier temps, de soutenir les entreprises paraétatiques, il avait reconnu qu'elles perdaient de l'argent¹⁰. De plus, il avait reçu l'appui politique des planteurs de café baganda les plus prospères, qui étaient en faveur d'une économie de marché. Politiquement, néanmoins, la question des biens était délicate. Outre Museveni, un petit nombre de membres importants du NRM, qui avaient été les victimes de la seconde vague d'expulsion d'Amin – celle qui avait touché les professions libérales et les milieux d'affaires africains –, se montraient également favorables à la récupération. Certains d'entre eux avaient eu des biens à l'étranger. Mais tous ceux qui avaient un intérêt dans les propriétés du « Board » s'opposaient à la récupération et utilisèrent les médias pour exacerber les sentiments nationalistes en agitant la menace d'une nouvelle domination économique indienne¹¹. Les associations de locataires donnèrent aussi de la voix pour exprimer leur opposition à ce projet, mais elles n'avaient pas un grand poids politique. Cette question ne faisait donc aucunement l'unanimité parmi les Ougandais. Selon le professeur Sam Karugire : « Les Ougandais, lors des

vingt dernières années, n'avaient pas fait grand chose pour créer de la richesse. Ils s'étaient bornés à se disputer les biens indiens¹². » L'opinion des juristes et un grand nombre de procès soutinrent la récupération¹³. Les cours de justice découvrirent que la majorité des biens du Custodians Board (qu'il s'agisse de ceux de simples citoyens ou ceux de corps constitués) n'avaient pas été légalement acquis.

Le problème surgit lors des délibérations du Comité spécial du NRC (National Resistance Council) sur le Custodians Board, comité qui avait été constitué pour sortir de l'impasse. Celui-ci recommanda que la loi de 1992 soit amendée pour permettre aux allocations et aux ventes du Custodians Board qui avaient été effectuées jusqu'à cette date de demeurer valables¹⁴. À peu près 200 biens avaient été achetés en toute bonne foi. L'amendement autorisait également le ministre à refuser la restitution de biens à des Indiens au nom de l'intérêt public. Alors que le gouvernement essayait de gagner du temps sur le rapport du comité, un simple député fit une proposition de loi qui risquait de mettre l'amendement gouvernemental en échec devant le Parlement. La Banque mondiale menaçait d'arrêter son aide si une telle loi était publiée¹⁵. Museveni fut contraint de s'adresser à une session spéciale du National Resistance Council, réunie à huis clos. Il fit nettement la distinction entre les intérêts de la classe moyenne ougandaise et l'intérêt national. Museveni n'était pas disposé, en cette période de début de redressement économique, à subventionner les intérêts locaux si l'on pouvait adopter la stratégie, bien moins coûteuse, qui consistait à encourager les investisseurs étrangers. Ainsi le patriotisme exigeait-il le retour des biens indiens.

Un remaniement ministériel amena en 1992 les technocrates du ministère des Finances sur le devant de la scène. Ils favorisèrent les solutions du marché et se sentaient assez sûrs d'eux pour recommander fortement la restitution. La position politique de ceux qui avaient le privilège d'occuper des propriétés du Custodians Board et qui étaient opposés à la restitution fut peu à peu érodée par la montée d'une classe de propriétaires privés qui possédaient des biens dans les faubourgs de Kampala et dont la position ne devait rien à une

9. M. Mamdani, *New Vision*, 24 juil. 1991.

10. Le gouvernement a fait une tentative désastreuse de diriger une compagnie de transports (1986-1989).

11. *New Vision*, 25 août 1989.

12. *Weekly Topic*, 20 avril 1990.

13. P. Mulira, *New Vision*, 30 juil. 1991.

14. *The Report of the Select Committee on Custodians Board Affairs*, National Resistance Council, novembre 1991.

15. *The Monitor*, 5 fév. 1993.

allocation. Depuis 1988, le boom immobilier avait pris de l'ampleur dans les quartiers extérieurs de Kampala ; la pénurie de logement et la flambée des loyers atteignirent des sommets en 1992. Cela conduisit à de fortes réévaluations des biens et mit en lumière les anomalies du centre de Kampala, où les propriétés délabrées du Custodians Board subsistaient. La période de restitution maximale de 1992 et de 1993 coïncida avec ce boom ; les Indiens qui, jusque-là, étaient restés des spectateurs passifs, furent séduits par l'engagement du gouvernement et par la perspective d'une réévaluation substantielle et de récompenses économiques.

En tout, plus de 80 % des biens furent restitués, y compris ceux qui avaient le plus de valeur. Parmi ceux qui récupèrent leurs biens, les plus nombreux furent les membres de la communauté ismaélienne qui, avant l'expulsion, étaient aussi les plus grands propriétaires. En dehors de Kampala, l'intérêt pour la récupération fut lent à se concrétiser. L'essentiel de la restitution eut lieu à Jinja et à Mbale. Il y eut également des réévaluations substantielles dans des centres urbains plus petits, comme Arua, où des îlots situés au centre atteignirent le prix de 30 000 dollars. Presque la totalité des 252 propriétés agricoles fut restituée. Le montant total des biens qui ne furent pas restitués – à savoir 930 îlots, soit 14 % du total – fut mis en vente à partir d'octobre 1996. Il s'agissait le plus souvent de biens abandonnés par leurs propriétaires ou faisant l'objet de litiges. Ils étaient principalement situés dans le vieux Kampala ou dans de petites villes.

L'achèvement de la restitution renforça les droits de la propriété privée et leur garantie juridique, en même temps qu'il favorisa la création d'un marché national des biens. À une époque où l'Afrique et notamment l'Ouganda étaient considérés de façon négative en raison du sida, de la famine et de l'instabilité politique du Rwanda voisin, la restitution eut un effet positif sur la perception que les étrangers avaient du pays. Et ce en dépit du fait que les transactions immobilières étaient sujettes à des escroqueries parmi la communauté indienne et à des fraudes au sein du Custodians Board.

Il y a peu de preuves sérieuses que le procédé de restitution fût directement responsable des principales entrées de capitaux. En règle générale, la restitution a été financée par le *cash flow* des loyers. Très peu de ceux qui récupèrent leurs biens arrivèrent avec de l'argent avec eux. En revanche, les biens revalorisés ont été utilisés pour assurer de meilleurs revenus locatifs, de meilleurs prix de vente, des acquisitions d'autres biens ou des prêts bancaires. Au fur et à mesure que la réhabilitation s'est ralentie, le flux des paiements de loyers des biens gérés s'est accéléré. Très peu d'immeubles résidentiels étaient occupés par leurs propriétaires d'origine. Beaucoup d'entre eux prirent des administrateurs pour gérer leurs biens. Environ 30 % de ces derniers furent vendus à d'autres

hommes d'affaires indiens ou africains. La restitution et les ventes de biens qui s'ensuivirent ont conduit à la concentration de la propriété au sein de la communauté indienne du centre de Kampala. Nombre de biens de premier ordre situés au cœur de la capitale sont en effet la propriété de quelques individus dont le portefeuille d'affaires s'est constitué sur une longue période tout au long des années 80 et 90.

LES VÉRITABLES « RETOURNEES ¹⁶ »

La population indienne actuelle en Ouganda est constituée de groupes disparates. Bien qu'elle soit perçue de l'extérieur comme une communauté, elle se différencie nettement en termes d'origine, de composition sociale, religieuse et de classe. Le dénominateur commun des membres de la communauté indienne de l'Afrique de l'Est est moins marqué qu'il ne l'était auparavant, du fait de l'arrivée de nouveaux venus, de la montée d'une nouvelle génération et de la diversité des expériences internationales et des lieux de la diaspora. Elle comprend des gens qui sont revenus du Royaume-Uni, du Canada, d'Europe et du Kenya, mais aussi des nouveaux venus en provenance du Kenya, du Rwanda et du sous-continent indien.

Dans leur décision de rentrer en Ouganda et d'y investir, les Indiens ont dû comparer l'attrait de ce pays aux perspectives offertes par ceux de la diaspora. Globalement, les Indiens de la diaspora se sont engagés avec succès dans de nouvelles carrières, ont amélioré leur niveau de vie en ne comptant que sur leurs propres forces, ont fortement investi dans l'éducation de leurs enfants et ont appris les langues locales lorsque cela a été nécessaire. Alors que les anciens fonctionnaires, les artisans et les employés de bureau trouvèrent assez facilement des emplois, quelques membres du monde des affaires ne réussirent pas à progresser. Les familles à revenu moyen de la diaspora étaient très différentes de celles des petits commerçants d'Ouganda. Elles étaient capables de réaliser des évaluations plus sophistiquées en matière d'investissement, notamment de comparer le rendement d'un investissement immobilier à Kampala avec celui des valeurs immobilières au Canada. Leur intégration réussie avait diminué leur désir de retourner en Ouganda. De même, le temps et l'arrivée d'une nouvelle génération n'ayant que peu (ou pas du tout) d'expérience directe de ce pays en avaient érodé l'attraction à long terme. Même là où les membres de la première génération avaient récupéré des commerces ou

16. Les « *returnees* » désignent aujourd'hui en Ouganda une véritable catégorie sociale, celle des Indiens qui avaient été chassés par Idi Amin et sont revenus « au pays ».

des biens, la répugnance de la jeune génération à s'investir et à s'impliquer conduisit souvent à la vente des entreprises.

Le fait de posséder des biens substantiels ou des entreprises commerciales était une raison évidente pour revenir, ne serait-ce que pour les récupérer et les vendre. Cela différencie les Patel (dont beaucoup étaient partis pour le Royaume-Uni et n'avaient pas de biens à recouvrer) de la communauté ismaélienne (dont beaucoup avaient gagné le Canada et possédaient des biens en Ouganda). À quelques exceptions près, il ne semble pas qu'il y ait eu un flot substantiel d'investissements en provenance du Royaume-Uni. La seule exception notable est celle de la Tilda Rice Company que possédait la famille Thakrar. Celle-ci avait créé un important commerce de riz de détail dans une cinquantaine de pays, avec un chiffre d'affaires qui atteignait 60 millions de livres en 1996. Tilda Holdings a ainsi investi 6 millions de dollars dans un projet de riz en Ouganda.

Plusieurs sociétés sont entre les mains de deux grandes familles, les Metha et les Madhvani, qui sont revenus en Ouganda pour récupérer leurs biens. Le groupe Madhvani s'est développé plus rapidement en raison d'un dynamisme entrepreneurial plus marqué et d'une implication plus grande de la famille. Au moment de l'expulsion, les Madhavani possédaient la plus importante entreprise commerciale privée d'Ouganda. Le groupe contrôlait un tiers de la production industrielle et représentait 10 % du produit intérieur brut. Vers 1972, 20 % de ses affaires se trouvaient hors d'Ouganda, au Kenya, au Moyen-Orient et en Inde. La mort de Jayant Madhvani en 1971 et l'expulsion furent des revers importants pour ce groupe. Des divisions au sein de la famille au sujet des biens ougandais conduisirent à une lutte pour leur contrôle. En 1979, une partie de la famille a pu s'emparer des avoirs du groupe sous le gouvernement de courte durée du président Binaisa. Mais ce ne fut qu'en 1985, après de longues négociations, que les avoirs commencèrent à être rendus aux sociétés de la holding familiale et que la réhabilitation put enfin commencer.

Aujourd'hui, l'Ouganda est redevenu l'épicentre des intérêts de la famille Madhvani. L'industrie sucrière a été relancée : la production est à peu près la même qu'à l'époque de l'expulsion (soit 85 000 tonnes). Au Rwanda, les Madhvani ont acquis le seul domaine sucrier. Ils ont également relancé les industries de l'huile d'alimentation, du savon, de la bière, du thé et de l'emballage, et ont développé de nouvelles activités comme le tourisme, l'horticulture, les assurances et les médias. L'industrie de la bière a connu une expansion rapide, et South African Breweries (SAB) a acquis 49 % du capital pour la somme de 50 millions de dollars. Cette fusion devança la création d'une nouvelle brasserie par SAB. Le groupe a également noué des liens avec d'autres multinationales comme Monsanto et Unilever.

CEUX QUI SONT RESTÉS

Peut-être 50 familles sont restées. La plupart étaient d'origine modeste, petits commerçants ou conducteurs de camion à l'époque de l'expulsion. Peu appartenaient aux professions libérales. Les gens qui restèrent étaient en règle générale des citoyens ougandais, souvent musulmans, dont seul un était sujet britannique. Ils avaient le plus souvent une vie sociale qui les rapprochait des Africains, parlaient les langues locales et se mariaient parfois avec des filles du pays. Les relations sociales déjà fortes qu'ils avaient nouées avec les populations autochtones furent renforcées par le fait que les associations indiennes tombèrent en désuétude après l'expulsion.

Aucun Indien ne put conserver dans les affaires une présence commerciale un tant soit peu importante après l'expulsion. La seule et unique exception fut celle de Mansur Alam, un industriel spécialisé dans le matériel de construction, les batteries et le bois de construction, qui fut capable de récupérer rapidement son commerce sous Amin. Il put faire jouer à son profit ses relations musulmanes et participa à la construction de la mosquée du quartier Old Kampala, financée par les Saoudiens.

Parmi ceux qui restèrent, quelques-uns furent toutefois capables d'accumuler rapidement de la richesse et ont actuellement une importance économique sans rapport avec leur nombre. Amirali Karmali, par exemple, connu sous le nom de Mukwano, commença sa carrière dans la réparation des bicyclettes et la conduite de camions dans la région de Fort Portal, avant d'étendre son commerce de transports à Kampala. Puis son réseau s'est progressivement étendu à toute la zone des Grands Lacs. Il parlait couramment plusieurs langues, comme le lutoro, le luganda, le kinyarwanda et le français. Ses affaires se développèrent rapidement entre 1976 et 1978. Il fut en mesure de financer des importations de textiles et autres produits, telles des cassettes, ouvrit un grand magasin de tissus dans Luwum Street et fut le premier à faire des investissements industriels importants après l'arrivée au pouvoir de Museveni. Ces derniers ont d'abord porté sur des usines de savon et d'huile végétale puis, plus tard, de plastique et de détergents. Dans les années 90, beaucoup de plantations et de fabriques de thé de la zone de Fort Portal furent achetées à des Indiens qui les avaient récupérées. Ces propriétés ont été réhabilitées. Rwenzori Commodities est l'une des deux firmes qui ont entrepris de créer de nouvelles plantations ; en 1998, elle contrôlait 16 % de la production de thé ougandaise¹⁷.

17. Uganda Tea Authority, *Annual Report*, 1998, p. 3.

LES NOUVEAUX ARRIVANTS EN PROVENANCE DU KENYA

Les investisseurs kenyans d'origine indienne représentent le plus grand groupe d'investisseurs industriels. Ils ont à leur tête la firme House of Dawda, nouvelle venue sur le marché. Les autres investisseurs importants comprennent l'Aga Khan Fund pour le développement économique et les Comcraft Services (appartenant à la famille Chandaria). Dans les années 90, ces investisseurs s'intéressèrent à l'Ouganda en raison de la faiblesse de la croissance de l'économie kenyane, de la détérioration de la sécurité et de l'hostilité politique qu'ils rencontraient dans le pays. La communauté indienne y était en effet la cible de politiciens populistes comme Jenneth Matiba. Sous cette hostilité se cachaient la concurrence avec la communauté des hommes d'affaires kikuyu et le soutien financier apporté au président Arap Moi depuis le coup d'État manqué de 1983.

Loin d'être des étrangers en Ouganda, beaucoup d'Indiens kenyans y ont des liens par la naissance, le mariage, l'éducation et les affaires. Le fait d'avoir des relations familiales et commerciales avec ce pays, la possibilité de répondre rapidement aux nouvelles opportunités leur donnent un avantage considérable sur les autres investisseurs étrangers. Les changements politiques et économiques ont accéléré la mobilité de ce groupe au sein d'une communauté est-africaine qui s'étend au-delà du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie pour comprendre le Soudan, le Congo et le Rwanda. Ainsi l'insécurité et le déclin économique de Kigali ont-ils amené un nombre important d'investisseurs industriels à Kampala, y compris Roofings Ltd (La famille Lalani) et Nytil Ltd (La famille Jobunputra).

L'investisseur le plus important est incontestablement la House of Dawda (30 millions de dollars). La firme commença dans le petit commerce de détail et la production de jagré dans le district de Siaya, en pays luo, au Kenya. De là, elle étendit progressivement ses activités au commerce des biscuits et du sel. Son entrée sur le marché ougandais fut entreprise par un des fils, qui était dans la filière pharmaceutique (Vivi Entreprises) et se porta plus tard acquéreur de Uganda Pharmaceuticals lors de sa privatisation. Il investit tout d'abord dans les biscuits, les jus de fruits, la confiserie et les cosmétiques, puis se lança dans l'égrenage du coton ; avec des partenaires sud-africains, il créa un supermarché et acquit des terrains pour mettre sur pied un complexe hôtelier ainsi qu'un centre d'attractions. Il est difficile à ce jour de dire jusqu'à quel point il a réussi à passer du stade de commerçant à base familiale à celui de responsable d'une société industrielle.

**LES ARRIVANTS ET LES INVESTISSEMENTS EN PROVENANCE
DU SOUS-CONTINENT INDIEN**

Les arrivants en provenance directe du sous-continent indien étaient essentiellement des ouvriers non qualifiés et des petits commerçants. Le nombre de ces arrivants temporaires (appelés familièrement des « fusées ») a pu s'élever jusqu'à 3 000. Le but d'un grand nombre d'entre eux est d'accumuler un peu d'argent et d'utiliser l'Ouganda comme un marchepied vers l'Amérique du Nord. Dans les trois dernières années, ce flux de travailleurs non qualifiés, en concurrence directe avec les Ougandais, a été une source de préoccupation pour le gouvernement. Les restrictions officielles mises en œuvre à travers les procédures d'immigration, l'attribution des permis de travail et les autorisations nécessaires pour faire du commerce se sont révélées inefficaces. La corruption des fonctionnaires et les réseaux d'immigration illégale sapent en effet tout contrôle du gouvernement. Un groupe plus petit de gens qualifiés, notamment des managers originaires la plupart du temps du sud de l'Inde, sont également recrutés par des sociétés indiennes en Ouganda. Une autre préoccupation est le recrutement d'employés de bureau, en particulier dans le secteur bancaire, qui privent les Africains de possibilités d'emplois et de positions de responsabilité dans ces mêmes sociétés.

On rencontre de sérieuses difficultés lorsque l'on veut évaluer les investissements indiens en Ouganda, ces derniers provenant en effet de différentes sources, y compris de certains citoyens ougandais d'origine indienne résidant en Ouganda. En y regardant de plus près, la notion d'investissement indien se désagrège et perd sa cohérence. Il n'existe aucun bilan précis du stock des investissements étrangers en Ouganda, ce qui est étonnant quand on sait la très grande importance accordée à l'économie ougandaise par la Banque mondiale. On cite très souvent des projets qui ont obtenu l'accord de l'Uganda Investment Authority (UIA), mais ceux-ci sont assez éloignés de ce qui se passe réellement sur le terrain. L'UIA a estimé que la moitié des investissements globaux sur la période 1990-1996 était d'origine indienne. Sur ce total, les investisseurs en provenance du Kenya sont en position dominante, alors qu'il y a peu d'investissements en provenance du Royaume-Uni ou du sous-continent indien.

Le bilan global des investissements indiens lors de la période 1990-1998 est certainement positif, bien que l'on puisse se poser des questions sur l'horizon temporel, le type d'investissement ainsi que le rapport entre les profits réinvestis et les sorties de capitaux. Dans un contexte de croissance rapide à partir d'un niveau très bas, tout flux supplémentaire d'investissements aurait probablement submergé les capacités locales et ne se serait pas nécessairement traduit par une croissance économique. Les investissements industriels se

sont limités aux biens de consommation courante, aux textiles, aux produits pharmaceutiques, aux bicyclettes, au papier, à la transformation de l'acier, au ciment et aux matériaux de construction. Il y a de bonnes raisons à cela. L'Ouganda a des difficultés à maintenir viable une industrie reposant sur des importations en raison du coût extrêmement élevé du transport en provenance de la côte, de l'érosion des tarifs douaniers et de la surcapacité du Kenya voisin. Là où des investissements de ce genre ont été effectués, on a assisté à des marchandages sur la protection et à des doléances sur l'inefficacité du service anti-contrebande. Le Kenya possède une base industrielle plus avancée qui, au cours de l'histoire, a approvisionné toute la région de l'Afrique de l'Est. Ce qui pose la question de savoir jusqu'à quel point l'Ouganda peut utiliser sa position géographique comme base industrielle au développement de la région plus vaste des Grands Lacs. La réponse reste ouverte, pour l'heure, du fait des incertitudes politiques et économiques.

Là où l'Ouganda possède un avantage comparatif – à savoir dans l'industrie agroalimentaire, dans le raffinage du sucre, du coton et du café, dans les produits laitiers, les huiles végétales, l'horticulture et les industries piscicoles –, des investissements importants ont été effectués. Il y a eu des investissements indiens dans tous ces domaines, à l'exception du café. La réhabilitation du secteur du thé a été lente.

L'arrivée depuis 1994 d'investisseurs sud-africains a servi de levain à la présence indienne et créé, pour les hommes d'affaires ougandais, un axe commercial différenciant des circuits en provenance de Dubai, de la Corée du Sud et d'Extrême-Orient ou des associations plus anciennes avec le Kenya et l'Europe. C'est là un déplacement important des sources d'investissements et de l'orientation du commerce. Les investissements sud-africains se caractérisent par la grande variété des secteurs concernés : élevage du bétail, égrenage du coton, boissons non alcoolisées, bière, supermarchés, produits pharmaceutiques, distribution d'essence, opérations bancaires, meubles de bureau, télévision et téléphones portables. Des hommes d'affaires sud-africains ont été recrutés à la fois par des sociétés africaines et indiennes. Partant d'un bas niveau, le commerce s'est rapidement développé : il est aujourd'hui évalué à environ un dixième du commerce entre le Kenya et l'Afrique du Sud.

LE CAPITAL AFRICAIN ET INDIEN

Les tensions et l'hostilité envers les Indiens en Ouganda ont eu un fondement matériel. Pendant la période coloniale, l'élite économique baganda était la plus forte source d'opposition à la pénétration indienne dans l'économie rurale du Buganda. Au moment de l'indépendance, la classe d'affaires africaine

était faible, et tout l'éthos de l'élite était tourné vers l'éducation occidentale et des carrières dans le gouvernement. L'expulsion a incontestablement créé des opportunités pour le commerce africain. On doit cependant rappeler que, de 1972 à 1986, le contexte commercial n'était pas favorable à une accumulation durable de capital. Dans le commerce de gros et dans le système de distribution, les Africains réussirent à obtenir des positions beaucoup plus fortes. Dans le commerce d'importation, d'importants progrès ont été accomplis, bien que, dans ce secteur, la présence indienne soit considérable et parfois controversée quand le terrain de jeu n'est pas perçu comme égal. De plus, on a vu se développer un petit groupe d'industriels à une échelle jamais atteinte jusque-là. Nombre de ces hommes d'affaires importants sont des membres actifs de l'Uganda Manufacturers Association (UMA), relancée en 1988. Jadis dominée par les milieux d'affaires asiatiques, l'UMA est maintenant contrôlée par d'éminents hommes d'affaires baganda. Par l'intermédiaire de l'UMA, le gouvernement a maintenu ainsi des liens étroits avec le secteur privé.

Certains indices révèlent que, depuis 1994, le capital africain a subi des pressions, lorsque la dérégulation de l'économie, le retour des investisseurs indiens et une pénurie de liquidités ont contribué à intensifier la concurrence. Les loyers et les marges commerciales furent également soumises à une forte pression ; on dénonça les incompétences des directions au sein de quelques entreprises, les banques se trouvèrent exposées. Mais cela n'a pas pour autant exacerbé le sentiment anti-indien.

Les formidables obstacles politiques qui s'opposaient au retour des Indiens et à la restitution de leurs biens ont été surmontés. Quelles sont maintenant les perspectives économiques et politiques ? En comparaison avec la période d'avant l'expulsion, le commerce indien a aujourd'hui plus d'aversion au risque et, du fait de sa plus grande expérience internationale, il est plus mobile. Les investissements se font à plus court terme et les avoirs nets de certains investisseurs en Ouganda sont probablement très bas, voire négatifs, la majeure partie de leurs capitaux étant par ailleurs détenue dans des places *offshore*. Cependant, les investisseurs indiens ont contribué à la rapide croissance économique que connaît l'Ouganda depuis 1986¹⁸.

Un certain nombre de points de tension entre la communauté indienne et les Ougandais ont été relevés. Parmi ceux-ci, on souligne généralement leur tendance à fonctionner en société fermée, leur répugnance à recruter des Africains et à leur donner des opportunités de carrière, ainsi que la concurrence créée sur le marché de l'emploi et dans le domaine du petit commerce par les

18. Il est intéressant de noter que le niveau de vie en Ouganda est encore en dessous de celui d'avant l'expulsion.

nouveaux venus, non qualifiés, en provenance d'Inde. Cependant, la présence économique indienne n'est pas aussi dominante qu'auparavant. Le milieu d'affaires africain a progressé et de nouvelles sources d'investissements sont apparues avec l'Afrique du Sud. Peut-on s'attendre à ce que l'Ouganda suive l'exemple du Kenya, où la communauté indienne est devenue impopulaire, minée par la corruption, et où elle tente de garder un profil bas tout en versant l'argent de la protection, en finançant des partis politiques et en faisant du lobbying discret par l'intermédiaire d'associations ? La situation ougandaise est plus franche et plus encourageante. L'Ouganda a entrepris un effort plus déterminé que le Kenya pour promouvoir la libre entreprise et la responsabilité financière. Dans ce contexte plus large, lutter afin de conserver une distinction nette entre l'exercice du pouvoir d'État et l'accumulation du capital privé est crucial pour le progrès économique et la communauté d'affaires dans son ensemble ■

Tom Forrest

Queen Elizabeth House, University of Oxford